

2022-UNAT-1310, Gudrun Fosse

Décisions du TANU ou du TCNU

Unat a constaté que l'UNDT a conclu correctement que la décision contestée de ne pas initier une enquête due à la démission de son SRO était légale dans le cadre d'un exercice raisonnable du pouvoir discrétionnaire. Bien que le terme «évaluation préliminaire» dans ST / SGB / 2019/8 n'ait pas été spécifiquement utilisé dans la décision contestée, il était clair que la plainte de Mme Fosse était préliminairement évaluée avant que la décision ne soit prise qu'aucune enquête ne serait entreprise. Alors que le Bulletin précédent (ST / SGB / 2008/5) peut avoir été en vigueur lorsqu'elle a déposé sa plainte et lorsqu'elle a fait l'objet d'une évaluation préliminaire, au moment où il s'est demandé s'il y aurait une enquête, le substitut Le bulletin (ST / SGB / 2019/8) était entré en vigueur conformément à ses dispositions de transition. Il était alors applicable à la décision d'enquêter ou de recommander une résolution informelle. La décision d'arrêter l'enquête sur les plaintes de Mme Fosse a été prise pour la raison donnée et n'a pas affecté légalement et négativement les conditions de nomination de Mme Fosse ou son contrat de travail. UNAT a rejeté la demande de Mme Fosse selon laquelle le processus d'enquête et de prise de décision a été retardé par l'inaction, de sorte que Mme Fosse était donc injustifiée. Même si Mme Fosse avait raison de dire que le bulletin précédent était en place et exigeait que l'organisation réponde à sa plainte «rapidement», il n'y avait pas de «inaction» de la part de l'organisation qui lui donnerait un motif pour établir que cet impératif était violé, ou que le UNT avait tort d'avoir trouvé contre cela. UNAT a rejeté la demande d'indemnisation de Mme Fosse.

Décision Contestée ou Jugement Attaqué

Selon le jugement n ° UNT / 2021/049, l'UND a rejeté la demande de Mme Fosse contestant la décision de ne pas poursuivre sa plainte pour harcèlement contre son deuxième responsable du reportage ou de faire face aux effets du harcèlement et des représailles. L'UNDT a considéré que la loi applicable était ST / SGB / 2019/8, et non ST / SGB / 2008/5, comme Mme Fosse l'a insisté. À cet égard, l'UNDT a noté que

Mme Fosse avait déposé une plainte de conduite interdite le 18 juin 2019 à l'ASG / OHR avec une copie au directeur de l'ID / OIOS, et que le 19 octobre 2019, «après évaluation initiale», Le directeur de l'ID / OIOS a renvoyé cette plainte auprès de l'ASG / OHR, qui a été chargé de prendre la décision d'initier ou de ne pas lancer une enquête. Le tribunal des différends a constaté que la décision de l'ASG / OHR de ne pas enquêter sur la plainte et de fermer la question de préférence d'une résolution informelle était un exercice raisonnable du pouvoir discrétionnaire, à la lumière de la démission du harceleur présumé. L'UNDT a également constaté que Mme Fosse n'avait pas droit à des types de rémunération monétaires ou autres car il n'y avait aucune conclusion d'inconduite ou d'illégalité. Mme Fosse a fait appel.

Principe(s) Juridique(s)

Tous les employés des Nations Unies ont le droit de s'attendre à travailler dans un environnement sûr. Ce n'est pas simplement la sécurité des dommages physiques, mais comprend la sécurité psychologique et morale. En particulier, que l'attente de la sécurité comprend un environnement sans harcèlement et abus d'autorité, y compris sur des terrains d'origine raciale, ethnique ou nationale. Cette attente comprend également l'absence d'un environnement de travail généralement hostile. Et le corollaire de ces attentes non controversées est qu'il existe une plainte, un mécanisme d'investigation et d'application efficace qui, entre autres, protège les plaignants contre les actes de représailles. Il n'est pas permis d'introduire de nouvelles questions en appel.

Résultat

Appel rejeté sur le fond

Applicants/Appellants

Gudrun Fosse

Entité

Secrétariat de l'ONU

Numéros d'Affaires

2021-1573

Tribunal

TANU

Lieu du Greffe

New york

Date of Judgement

5 Jan 2023

President Judge

Juge Colgan

Language of Judgment

Anglais

Type de Décision

Jugement

Catégories/Sous-catégories

Enquête (voir catégorie : Enquête)

Décision administrative

Questions disciplinaires / fautes professionnelles

Droit Applicable

Instructions Administratives

- ST/IA/2017/1

Bulletins du Secrétaire général

- ST/CSG/2008/5

- ST/CSG/2017/2/Rev.1
- ST/CSG/2019/8

Statut du personnel

- Disposition 1.2(f)